

BIO-ENTREPRENEUR

Discours d'introduction

Madame Noëlle LENOIR

au MEDEC le 14 mars 2002 (Palais des Congrès)

La présente semaine est vraiment placée sous le signe de l'innovation et du développement biotechnologique. Votre manifestation en est l'un des moments forts. De même le Conseil européen de printemps qui se tient aujourd'hui et demain à Barcelone met-il lui aussi l'accent sur l'innovation et sur l'Europe des connaissances. Vraisemblablement, les chefs d'Etat et de gouvernement vont s'entendre sur un engagement de consacrer à l'horizon 2010 au moins 3% du PIB des Etats Membres à la recherche. Ce chiffre est ambitieux et il faut espérer que la promesse de l'atteindre sera tenue. Au moins peut-on se féliciter du consensus reflété par cet engagement et qui marque la reconnaissance de l'intérêt à la fois stratégique et éthique de la promotion d'une économie européenne du savoir.

Monsieur Laurent Fabius vous aurait parlé bien mieux que je ne puis le faire de ce sujet qui lui tient spécialement à coeur et ce, depuis fort longtemps. Je vous remercie, en son absence, de m'avoir invitée à dire quelques mots du rapport que je viens de lui remettre sur le thème majeur qui vous retient aujourd'hui. « Comment relever en France le défi des biotechnologies ? ». Telle est la question posée en novembre par Laurent Fabius à un petit groupe informel qu'il m'a demandé de réunir avec l'aide de ses collaborateurs, et notamment du rapporteur du Groupe, Stéphane Israël.

Je dois à cet instant vous faire une confidence. Nous n'avions pas initialement l'idée d'une éventuelle publication de ce rapport. Nous pensions même que Laurent Fabius et Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, nous demandaient simplement de nous livrer à une sorte de « brain storming » devant conduire à la remise d'une note de problématique les

aidant à formaliser des propositions pour l'avenir des sciences de la vie en France. Mais nous n'avions pas imaginé de rendre un rapport officiel. Finalement, dans l'enthousiasme de notre réflexion collective, nous ne nous sommes pas bornés à explorer quelques pistes pour une action gouvernementale. Nous avons voulu tracer les grandes lignes d'un véritable « plan de bataille » pour la France, dont nous pensons qu'il peut et doit être mené à bien au cours de la prochaine législature. Il n'y a pas de raison que la France ne puisse, à l'instar de l'Allemagne, se hisser au premier rang dans le secteur des biotechnologies. Car elle possède les compétences scientifiques et les traditions intellectuelles qui lui permettent de prétendre être en pointe dans les secteurs de la biologie et de la génétique. Ces domaines – c'est le moins que l'on puisse dire - sont porteurs de changements fondamentaux, non seulement scientifiques, mais aussi sociaux et humains. C'est dès maintenant qu'il faut songer à accompagner ces progrès plutôt qu'attendre qu'il ne nous vienne d'ailleurs.

Nous avons, si je puis dire, carte blanche. J'entends par là que les ministres ne nous ont donné aucune directive quant aux réflexions à mener ou aux propositions à formuler. Nous avons joui au cours de nos séances de travail et d'auditions de personnalités extérieures de la plus grande liberté de pensée et d'initiatives. Nous avons seulement deux certitudes :

- La conviction que Laurent Fabius croyait véritablement dans l'avenir des biotechnologies et aussi dans le fait que les biotechnologies vont modeler notre avenir, notre façon de nous soigner, de nous alimenter et de lutter contre la pollution, pour ne citer que ces exemples.
- La conviction que, si la France était en retard, elle pouvait et devait mieux faire pour pouvoir être acteur des grands progrès qui s'annoncent. « Peut mieux faire », telle était l'appréciation de départ. Ce qui signifiait pour nous que la France n'avait pas encore atteint le niveau d'excellence qui devrait être le sien, et qu'elle pouvait l'atteindre dans un délai raisonnable. L'exemple allemand, que j'ai déjà évoqué, était là pour nous rappeler la parfaite faisabilité d'un « plan biotech ».

Nous sommes donc partis de l'idée que l'Europe et la France en particulier devaient urgemment rattraper leur retard vis à vis des Etats Unis. Il n'est pas normal en effet que compte tenu de nos traditions intellectuelles et de notre capital d'expertise scientifique, nous nous soyions à ce point laissés distancés sur le front des biotechnologies. J'aime à cet égard

les distinctions que vous opérez entre les biotech de la première, de la seconde et de la troisième générations. Car si l'on ne peut faire marcher la machine à remonter le temps et revenir sur l'avance des américains dans les domaines de la biotech des deux premières générations, il nous faut absolument relever le défi de la recherche et de la technologie dans les champs qui restent à explorer de la troisième génération : la protéomique et la pharmacogénétique en particulier.

Que faire ? Que faire pour que le dépôt et l'obtention d'un brevet ne soit pas plus cher en Europe qu'aux Etats Unis, alors qu'actuellement il y est entre trois et cinq fois plus cher. Comment faire pour les entreprises de biotech soient convenablement capitalisées en Europe, vis à vis des entreprises aux Etats Unis qui sont encore trois fois mieux capitalisées qu'elles. Que faire pour que les dépenses de recherche publique en Europe rattrapent celles du budget fédéral américain ? (Les NIH n'ont-ils pas vus cette année leur budget augmenté de 16% pour atteindre plus de 27 milliards de dollars ?) Que faire pour que se développe en Europe un partenariat constructif entre les secteurs privé et public dans le domaine de la biotech et plus généralement de la santé ?

Le retard européen, et notamment français, par rapport à l'avance américaine n'est pas normal, mais il est explicable compte tenu des rigidités de l'organisation de la recherche publique et du manque d'incitations économiques à l'innovation en Europe. La recherche, c'est le risque. Comment gérer cette économie du risque en encourageant les initiatives prometteuses de découvertes intéressantes ?

Pour répondre à ces questions, nous avons esquissé des réponses fondées sur un arsenal de mesures dans le cadre d'un plan quinquennal d'ensemble. Nous avons voulu donner une vision dynamique de la recherche. La recherche est dans l'esprit de mon rapport une activité en soi qui mérite des actions spécifiques, pour que sa valeur éthique et économique soit reconnue. J'indique d'emblée que les ministres n'ont pas validé définitivement nos propositions, mais qu'ils ont souhaité lancer sans plus tarder le débat. C'est ainsi que nos suggestions – faites en toute indépendance, je le répète – sont livrées à l'appréciation et à la critique de chacun, dans la mesure où le rapport est accessible sur le site web du ministère des finances (en français et en anglais). Le débat sur les biotechnologies est trop sensible pour rester confidentiel. Je rend donc hommage à ce souci de transparence.

Cela étant, quelles sont les priorités du rapport ? Je me borne à les résumer :

- Dynamiser la recherche publique, notamment fondamentale, en rendant plus attractif le métier de chercheur, mais aussi en favorisant les partenariats public/privé. La France a certainement des faiblesses à corriger à cet égard.
- Améliorer l'environnement réglementaire dans un sens également favorable à l'innovation ; et là nous avons abordé la difficile question de la « brevetabilité du vivant ». Il faut sans doute resserrer l'application des critères de brevetabilité, mais ne pas se priver d'un outil indispensable aux chercheurs. Car le brevet qui permet un retour sur investissement - intellectuel et matériel - dans la recherche accroît l'indépendance du chercheur qui a ainsi une source autonome de financement de ses travaux.
- Donner un nouvel élan à la création d'entreprises innovantes, grâce à une batterie de mesures aussi bien fiscales, réglementaires que techniques au niveau par exemple de la phase si délicate d'amorçage (18 mois). Il faut absolument que le courage et la créativité de ces pionniers de la recherche et de son management soient reconnus et encouragés. Sans esprit de pionnier, sans la curiosité et la prise de risque qu'il suppose, une Nation ne peut survivre car elle perd son autonomie.
- Créer un véritable statut des Fondations en France, qui permettent de drainer vers la recherche notamment médicale les fonds privés qui lui sont indispensables. L'exemple du Wellcome Trust doit faire école en France, et il implique évidemment une rigueur et une transparence absolument parfaite dans la gestion. Mais cela est possible et souhaitable.

Voici nos propositions « économiques ». Elles doivent s'accompagner d'une réflexion éthique approfondie sur une série de sujets touchant à la protection des droits de l'homme et au nécessaire rééquilibrage des rapports Nord/Sud. Cet appel à réflexion et à l'action figure à la fin de mon rapport. Nous y préconisons la tenue d'**Assises des Sciences de la Vie** qui permettent de donner le départ de ce plan d'action. Cette démarche répond au souci qu'a exprimé auprès de nous Laurent Fabius de voir rapidement s'engager un débat démocratique ouvert à toutes les composantes de la société civile sur les priorités à définir et les choix à

faire en ce domaine. Je saisis l'occasion qui m'est donnée ici pour saluer l'initiative inventive et mobilisatrice du département santé de l'Ecole Centrale sous la houlette de Monsieur Géa. Ce sont des initiatives de ce genre qui peuvent le mieux contribuer à faire prendre conscience de l'urgence de placer la recherche au centre des préoccupations de notre pays, car la recherche est la condition de notre liberté à déterminer notre futur.

Pour que le débat sur les sciences de la vie s'engage sur des bases apaisées, il faut en finir avec l'idée que la science est forcément dangereuse. Il faut au contraire prendre acte de l'apport essentiel de la science à la société. Science, connaissance, savoir, savoir-faire, constituent le véritable capital d'une Nation. « Il n'y a de richesses que d'hommes » a-t-on coutume de dire. C'est le sens de notre rapport qui s'est voulu animé d'une ardente ambition, celle même qui vous réunit ici, chaque année.

Noëlle Lenoir, Paris, le 14 Mars 2002.